

Albertslund, une ville toujours nouvelle

Du volontarisme urbanistique à l'innovation environnementale

Laure Héland

Albertslund est une petite ville danoise, créée en 1963, dans la périphérie de Copenhague. Dans le plan d'aménagement régional de Copenhague, qui comptait initialement cinq villes nouvelles, elle fut la première. Cette opération marque également le début de la rationalisation et de l'industrialisation dans la construction des logements, et notamment des logements sociaux (61 % de l'ensemble des logements). Son caractère expérimental lui a permis de bénéficier de nombreuses innovations, tant dans son aménagement que son architecture, avec pour ligne directrice la qualité environnementale et paysagère.

Par sa nature originale et expérimentale, par son orientation et sa stabilité politique¹, Albertslund a attiré une population plutôt de gauche montrant une forte sensibilité pour l'environnement, qui s'est impliquée précocement dans la gestion municipale, dès les années 1970, sur les questions et les enjeux relatifs à l'environnement, (Holm J., Kamara M., 2001). La participation des habitants s'est appuyée sur des initiatives originales, comme un groupe d'usagers et des associations de locataires et de propriétaires, toujours actifs aujourd'hui. Les élus locaux, sociaux-démocrates assurant une continuité politique depuis trente ans, ont également fait de l'environnement leur priorité politique. Cette spécificité environnementale s'est manifestée dans la durée, et s'est notamment traduite en 1994 par la mise en œuvre d'un agenda 21 local.

La planification urbaine danoise

Après la seconde guerre mondiale, dans un contexte de forte croissance démographique et de pénurie de logements, la création d'Albertslund répond à la volonté politique de freiner la croissance – mais surtout l'étalement – de Copenhague, et à une forte mobilisation des acteurs pour la construction de nouvelles zones d'habitation, dans un contexte de pénurie du logement.

Freiner la croissance urbaine de Copenhague

Jusqu'à l'époque de la seconde guerre mondiale, l'arsenal législatif danois n'avait pas permis d'aboutir à des plans d'urbanisme opposables aux tiers, notamment à cause de l'absence d'une structure administrative régionale officielle de coordination de la planification. La planification régionale au Danemark était l'œuvre d'associations privées qui exerçaient un pouvoir d'influence sans avoir celui de réglementer la construction : le plan de la ceinture verte de Copenhague a ainsi été élaboré en 1936 par une association d'architectes-urbanistes regroupés au sein de l'Institut Danois d'Urbanisme. Ce même groupe avait créé en 1928 le Comité de Planification de la région de Copenhague, organisation privée de type bureau d'études. Ce Comité donna naissance en 1945 à l'Office de Planification Régionale, également de nature privée. C'est cet Office de Planification Régionale qui va produire en 1947 le premier grand plan d'aménagement régional de Copenhague, le « plan en doigts » (ainsi surnommé à cause de la forme gantée des couloirs d'urbanisation), qui souligne la nécessité de planifier efficacement la croissance urbaine de Copenhague. Ce plan fut finalement institutionnalisé par la ville et les communes concernées et publié en 1961 comme « schéma préliminaire pour la région de Copenhague ». L'Office de Planification Régionale est alors financé pour moitié par le trésor, et pour moitié par les vingt-neuf communes concernées.

Selon le « plan en doigts » les nouvelles aires urbaines de Copenhague devront grandir comme les doigts d'une main, depuis la paume (centre de Copenhague) le long de cinq grandes lignes de trains de banlieue. Le plan prévoit une orientation préférentielle de l'urbanisation vers l'ouest afin de préserver les paysages remarquables situés au nord et de limiter l'urbanisation de l'île d'Amager au sud. Cette orientation devra permettre de préserver les sites les plus naturels

1. Finn Aaberg est maire (social-démocrate) d'Albertslund depuis les années 1970.



Laure Héland

Canal traversant le centre d'Albertslund

et pittoresques pour les loisirs, dont tous les plans soulignaient à l'époque l'importance croissante pour la planification urbaine. De plus, les espaces entre les doigts devront rester verts, pour permettre à la jeune métropole de respirer². Le plan prévoit à l'époque que les urbanisations digitées seront constituées de quartiers groupés autour de chaque gare et comprenant un centre commercial et administratif.

Un plan de développement urbain partiel, en 1963, établit les frontières définitives de la municipalité d'Albertslund, un de ces centres au sud-ouest de Copenhague, et prévoit un développement pour Albertslund allant jusqu'à 40 000 habitants (Albertslund en compte 30 000 aujourd'hui). Dans les années qui suivent, plusieurs grandes aires résidentielles sont construites dans les zones ouest et nord-est, et les zones industrielles sont approuvées dans le plan de développement urbain.

L'importance du rôle des collectivités locales dans les pays scandinaves les désignait particulièrement pour jouer le rôle de maître d'ouvrage des « villes nouvelles ». Ainsi la commune d'Albertslund a été la cheville ouvrière de ce projet, avec l'appui du gouvernement national, sans que la municipalité de la capitale n'ait aucun rôle à jouer.

Les caractéristiques d'Albertslund – ville nouvelle

Albertslund a été planifiée par un urbaniste connu – le professeur M. P. Bredsdorff³ – qui a cherché essentiellement à adapter aux quartiers nouveaux l'habitat en maisons individuelles ou en bandes, préfabriquées. Le ministère du logement voulait à cette époque réaliser plusieurs opérations de ce type pour permettre une production industrielle des logements. En effet dans les années soixante les besoins en logement se sont avérés particulièrement importants et l'objectif du ministère était d'opérer une profonde rationalisation et industrialisation de la construction du logement. Un volume important de logements sociaux fut construit pour satisfaire la demande générale, et Albertslund a joué un rôle fondamental de laboratoire expérimental de la production de logement dans cette période.

Sa localisation obéit à deux motivations principales : la préservation de la nature et des paysages à l'échelle régionale, et la priorité donnée à la desserte par transports en commun. Le choix du site de la première ville nouvelle s'est porté sur Albertslund, petite commune au paysage rural sans prétention située à l'ouest de Copenhague, car il permettait de préserver les orientations environnementales du plan en doigts. Par ailleurs, dans un souci de préserver et garder des liens avec la nature et afin de pallier le manque de reliefs du paysage de la commune d'Albertslund, un grand soin a été apporté aux aménagements en faveur de l'environnement, comme la séparation des eaux usées et pluviales, le plan de circulation isolant les voitures des piétons et des cyclistes ou la part majoritaire dans la commune réservée aux espaces verts et de loisirs à proximité des nouveaux quartiers. Les espaces verts représentent 60 % du territoire communal, dont 900 hectares de forêt domaniale, et quatre grands parcs municipaux.

L'autre motivation du choix de cette commune a été sa position stratégique sur la première ligne ferrée construite, qui en a fait un site de choix pour la ville nouvelle. Il semble en effet que pour les promoteurs scandinaves de villes nouvelles à cette époque la question de la desserte par les transports en commun de masse ait été primordiale, (Merlin P., Guertin P., 1967).

Le plan d'Albertslund propose un zonage séparant les fonctions d'habitat, de loisirs et de travail. L'organisation du réseau de circulation obéit à un souci de séparer les trafics différents. La ségrégation du trafic routier et du trafic piétonnier a été assurée par la disposition des garages dont l'accès s'effectue par l'extérieur du groupe de logements (ou de l'îlot), tandis que l'intérieur est réservé aux espaces verts, aux jeux et aux piétons pour lesquels des cheminements d'accès aux écoles et aux principaux équipements ont été prévus.

Concernant les zones industrielles, les planificateurs des villes nouvelles scandinaves n'ayant pas mis au départ, comme leurs homologues britanniques par exemple, l'accent sur l'importance de l'équilibre de l'emploi et de la population active même si cet équilibre était souhaité, les emplois locaux sont largement insuffisants par rapport à la population, du moins dans un premier temps. Les zones industrielles, totalement séparées des unités de voisinage par la politique de zonage, sont isolées des zones résidentielles par des voies ceinturant ces dernières ou par des espaces boisés favorisant une isolation visuelle. Dans la mesure du possible cependant, leur accès est rendu aussi aisé qu'il se peut à partir des résidences de la ville comme du reste de la région, grâce à un bon raccordement au réseau routier régional.

Constituée essentiellement d'habitations préfabriquées, Albertslund présente au moins six ou sept systèmes de construction différents. L'architecture méditerranéenne a été une large source d'inspiration dans les premiers quartiers

2. Albertslund Municipality, 1993, « Albertslund : a planned town ».

3. M. P. Bredsdorff est l'un des trois auteurs principaux du plan de doigts, avec S. E. Rasmussen et M. R. Drayby.

construits, où le modèle des habitations créées par l'architecte Jorn Utzon⁴ a été repris. Leur construction a été industrialisée pour permettre d'abaisser les prix tout en gardant leur qualité. Les détails extérieurs et intérieurs de l'architecture ont été particulièrement soignés (design, matériaux, couleurs, formes...).

Novation dans la conception et la construction

Les quatre principaux motifs qui ont guidé les choix des urbanistes sont les suivants⁵ :

- atteindre une très forte densité d'habitants à l'hectare tout en laissant chaque famille disposer d'un espace extérieur privatif ;

- éviter la vue sur un extérieur plat, sans relief, sans arbre, et sans intérêt paysager, en créant un milieu artificiel riche ;

- prendre en compte le climat par l'utilisation de volumes dont l'échelle, la disposition et l'orientation sont susceptibles de créer un micro-climat (abri contre les vents, rétention de chaleur, etc.) ;

- utiliser des éléments préfabriqués afin d'entreprendre, pour le compte du ministère du Logement, une expérience intéressante à l'échelon national, sur le plan des techniques et des coûts de la construction : « On estime le coût de construction préfabriquée, pose comprise, un peu inférieur à celui d'un logement de même qualité et de même taille construit par des méthodes classiques, et on espère abaisser ce coût lorsque l'expérience acquise en matière de préfabrication sera plus grande », (ministère du Logement).

Il ne semble pas qu'il existait à l'époque de doctrine commune chez les urbanistes scandinaves quant aux zones résidentielles. On est loin de la ressemblance que présentent entre elles villes nouvelles britanniques, (Merlin P., 1967). Les densités et les types d'habitats sont ici très variés. À Albertslund, on ne rencontre pas une hiérarchie des densités et des hauteurs de construction du centre vers la périphérie comme par exemple en Suède (Vällingby, Farsta).

On distingue, dans le premier quartier d'Albertslund Syd – en cours d'achèvement en 1967, quatre groupements d'habitation :

- une bande de logements collectifs bas (deux étages + rez-de-chaussée) groupés en immeubles carrés, le long du canal et de la rue principale du quartier, mais à l'écart du centre commercial ;

- deux zones construites de part et d'autre de cette bande en maisons à patio, sans étage ;

- une zone de maisons individuelles en rangée continue, à un étage (ou parfois deux).

Ce zonage simple et sobre des types de logements a été dicté par le souci d'utiliser les logements préfabriqués et d'assurer une densité assez élevée (45 habitants à l'hectare de densité brute, 58 de densité nette, centres, zones industrielles et terrains de sports exclus). Et ce malgré une prédo-



Laure Héland

Jardin potager créé par les résidents du quartier

minance très nette (79 %) des maisons individuelles en patio ou rangée continue.

L'orientation privilégiée des logements s'est faite soit vers les éléments paysagers les plus agréables à regarder, soit vers le sud afin de capter le soleil dont les rayons sont très bas sur l'horizon durant l'hiver, et dont il faut retenir la chaleur.

La qualité architecturale des constructions est typique de la plupart des villes nouvelles scandinaves. On la retrouve dans l'art de la composition des volumes et de la juxtaposition des matériaux différents sur les façades et dans les bâtiments, ce qui n'a pas interdit une recherche de méthodes d'industrialisation de la construction. Elle peut concerner seulement certains éléments de la construction (portes, fenêtres, chauffage, balcon...) comme à Tapiola en Finlande, et en Suède, ou l'ensemble de la construction, comme à Albertslund. Cette qualité architecturale place les villes nouvelles scandinaves de cette époque à l'avant garde de la recherche architecturale de leur pays.

Un vent de participation dans la ville nouvelle ?

Le processus participatif qui s'est développé à Albertslund ne vient pas seulement du caractère jeune et progressiste de sa population d'origine. Il faut également prendre en considération l'importance du mode d'organisation du logement au Danemark, autour des associations locales de locataires et de propriétaires, qui n'est pas indifférent au taux d'implication des habitants dans les « affaires communes ». Ce mouvement est particulièrement développé au sein du logement social (61 % des logements d'Albertslund !), ou il est surnommé : la « démocratie des locataires ».

4. Jorn Utzon est notamment l'architecte de l'opéra de Sydney réalisé en 1973.

5. D'après le document officiel de présentation du projet de ville nouvelle, Albertslund 1963.



Laure Heland

Déchetterie de quartier gérée par les résidents

La démocratie des locataires

Le logement social danois a la particularité d'être dirigé par des « corporations » ou des associations indépendantes. Chaque association de logements loue, administre, entretient et modernise ses logements, en fonction de règles bien définies, et l'ensemble de ces associations sont regroupées au sein d'une association nationale qui négocie avec l'État les règles communes et la contribution budgétaire correspondante.

On trouve à Albertslund deux grandes associations de logements, qui se sont créées en 1945-1947, et qui se partagent la quasi-totalité du parc immobilier locatif de la ville nouvelle : VA (Association de logements coopératifs de Vridsløselille) et AB (Société de logements d'Albertslund). Le bureau de chaque association et le bureau local de chaque quartier ont décidé ensemble des questions de l'architecture (lors de la construction), en coopération avec le bureau municipal qui a investi financièrement dans les projets, en en fournissant les terrains. Ensuite chaque association a racheté les terrains à la municipalité et supervisé la construction.

La « démocratie des locataires » est une caractéristique majeure du logement social danois. C'est dans les années soixante, à la suite des expériences de participation des locataires menées par VA et AB à Albertslund, que fut rendue possible l'élection de représentants des locataires comme conseillers consultatifs dans le bureau des associations de logements. Par degrés on est passé de la participation des locataires à la gestion à l'autonomie des locataires dans plusieurs domaines importants. Cet arrangement a graduellement été étendu à l'ensemble du système en place nationalement, des années quatre-vingt jusqu'à aujourd'hui. Les expériences d'Albertslund ont joué un rôle pionnier en la matière.

Le bureau de section ou de quartier est l'entité en charge de la bonne marche quotidienne de la démocratie des locataires, dont les membres habitent le quartier. Chaque section est une unité économique indépendante, avec son propre budget, et le loyer est fixé en fonction des revenus et des dépenses au sein de chaque section (pas de loyer commun fixé à une échelle locale ou régionale). Les décisions des

résidents, par exemple concernant une meilleure qualité de maintenance, auront un impact direct sur les loyers et ce contexte est clairement compris par eux.

Une fonction de base de la « démocratie des locataires » est l'organisation d'activités communes et l'amélioration de l'environnement. Plusieurs exemples d'amélioration de l'environnement, guidés par les résidents, ont montré l'importance de se concentrer sur des tâches concrètes et pratiques, où des résultats visibles des travaux peuvent être vus dans un temps court (organisation d'un service local de recyclage des déchets, jardins communautaires, expérimentations volontaires d'installation d'économiseurs d'eau potable et de vitrages isolants, aménagement et maintenance des espaces verts collectifs...).

Constitution du groupe d'usagers

Le groupe d'usagers est une autre particularité d'Albertslund, fondée sur la mobilisation déjà existante au sein des associations de résidents. Chaque quartier d'Albertslund y est représenté. Il a été formé en 1980 à l'occasion de la mise en place du chauffage collectif communal, pour lequel la municipalité devait choisir entre deux systèmes de paiement, l'un proportionnel au coût des infrastructures installées en sous-sol, l'autre à la consommation d'énergie. Le maire décida alors d'instaurer un groupe d'usagers à raison d'un habitant par quartier, choisi ou élu au sein de l'association de résidents du quartier. Après trois années de débats et de discussions, un consensus a été trouvé.

Le groupe d'usagers est constitué de soixante-quinze membres représentant chacun des quartiers, ainsi que d'un président, l'élu municipal à l'environnement et l'aménagement du territoire, généralement accompagné aux réunions d'un ou de deux techniciens. Le groupe se réunit environ quatre fois par an. Au sein de ce groupe d'usagers est élu un groupe de travail de huit membres qui va assurer, en collaboration avec le service environnement de la municipalité, la préparation et le suivi des réunions du groupe d'usagers. Il se réunit huit à dix fois par an. Le groupe d'usagers exprime son opinion sur toutes les questions ayant trait à l'environnement avant qu'elles ne soient présentées pour vote au conseil municipal. Ce groupe a une influence réelle sur les décisions politiques de la municipalité (aucun de leurs avis ou suggestions n'a à ce jour été refusé par les élus) et il a joué un rôle primordial dans le lancement et la mise en œuvre de l'agenda 21 local.

L'Agenda 21 local ou l'opportunité d'un nouveau souffle

Depuis les années 1980-1990, la vie à Albertslund n'est plus tout à fait aussi « idyllique » que pour les premiers

arrivants. La croissance de Copenhague implique une arrivée de migrants dans les logements moins coûteux de la périphérie. À Albertslund, dans les quartiers dont les logements sont les plus subventionnés par la municipalité, le pourcentage de migrants étrangers augmente de 15 à 20 % entre 1985 et 1990.

Certains quartiers d'habitations préfabriquées ne résistent pas comme prévu aux dégradations du temps et du climat. Les toitures plates « méditerranéennes » réagissent mal à la forte pluviométrie danoise, ce qui cause de nombreux problèmes d'infiltration. L'humidité du sol provoque des lésions dans les fondations de certains bâtiments.

L'environnement des quartiers se dégrade, la cohésion sociale diminue et on assiste à une rotation importante des habitants dans les quartiers (40 % par an pour certains entre 1985 et 1990) ; une partie croissante de la population (16 à 20 %) vit de l'aide sociale.

C'est dans ce contexte que les membres les plus actifs des associations de résidents, par l'intermédiaire du groupe d'usagers, ont fait pression sur la municipalité pour qu'elle se préoccupe davantage des questions de l'environnement – au sens large – à l'échelle locale de chaque quartier. Certains membres du groupe d'usagers, informés du calendrier international (Sommet de Rio, 1992) ont commencé à parler d'agenda 21 local.

Les élus municipaux n'ont pas été difficiles à convaincre, étant déjà engagés sur ce terrain en tant qu'élus mais aussi en tant que citoyens de la commune. Le fils du maire, alors élu à l'environnement, a lui-même participé au sommet de Rio.

À la suite de ce sommet, la municipalité – en collaboration avec le groupe d'usagers – s'est attachée à définir sa « latitude écologique » par la mise en place d'un système de comptabilité environnementale (Heland L., 2001), afin d'établir une base pour préciser les objectifs du futur Agenda 21 local. La « latitude écologique » doit être comprise comme la consommation de ressources et l'impact environnemental admissibles ou acceptables si l'on donne aux autres êtres humains et aux générations qui vont nous succéder les mêmes opportunités dont nous profitons nous-mêmes. Pour la municipalité, « Cela permet d'obtenir des signaux clairs pour déterminer de combien notre consommation de ressources et notre impact environnemental doivent être réduits pour assurer un développement durable »⁶.

La mise en œuvre de la comptabilité verte a conduit à la création d'un poste spécifique au sein du service environnement de la municipalité. La même personne a pris en charge l'agenda 21 local lorsqu'il a été lancé (Heland L., 2004).

C'est donc le département municipal de l'environnement qui coordonne l'Agenda 21, en coopération avec le groupe d'usagers et d'autres organisations locales comme les associations de locataires et de propriétaires de chaque quartier. Ils planifient une série de rencontres publiques et des débats sur la formulation des objectifs de l'Agenda 21 local. Si l'axe environnemental apparaît comme une entrée privilégiée, le souci de cohésion sociale à l'échelle des quartiers et de rentabilité économique des projets entrepris s'affirme. Il apparaît notamment au cours des débats nécessaire de décliner



Laure Héland

Réalisation d'un potager collectif sous serre

l'Agenda 21 municipal à l'échelle des quartiers, afin de mieux répondre aux enjeux locaux.

La déclinaison de l'Agenda 21 dans les quartiers va devenir une source de transformations importantes. À travers la réalisation d'objectifs environnementaux (maîtrise de la consommation des ressources naturelles, recyclage des déchets, diminution des émissions de CO₂...) les habitants vont réussir à diminuer le coût de leurs charges d'habitation (baisse de la consommation d'eau potable, diminution de la taxe sur les ordures ménagères, meilleure isolation permettant la diminution du coût de chauffage, etc.). Cette baisse des charges permettra à plusieurs d'entre eux de pouvoir conserver leur logement.

Cette fédération des habitants et des institutions autour d'objectifs communs se traduit par un engagement des habitants dans les activités collectives au sein des associations de locataires et de propriétaires de chaque quartier (jardin communautaire, boutique de troc combinée avec la déchetterie locale, maison d'activité de quartier, rencontres entre quartiers, etc.), changeant peu à peu l'atmosphère locale.

Avec l'augmentation du nombre des agendas de quartier est apparue la nécessité d'une entité de coordination des actions locales de l'Agenda 21, qui soit extérieure à la municipalité : c'est le projet d'un « centre Agenda 21 ». Ce projet va bénéficier d'un heureux concours de circonstances pour sa création, puisque la même année, en 1995, va être lancé par le ministère de l'environnement un appel à projets à toutes les municipalités, afin d'imaginer des solutions pour démarrer concrètement un Agenda 21 local. La municipalité d'Albertslund remporte un prix de deux millions de couronnes danoises (soit environ 270 000 euros), lui permettant de créer et de faire fonctionner le « centre Agenda 21 ». Celui-ci est donc fondé en 1996, initialement pour une durée de deux ans, avec pour projet de travailler avec le groupe d'usagers à l'élaboration des « plans Agendas 21 » quartier par quartier, sur l'ensemble

6. *Agenda 21 status Albertslund*, Albertslund Kommune, 1994.



Espace semi-privatif

Laure Héland

d'Albertslund. Pour ce projet la municipalité remporte cette année là le prix européen de la ville durable. À la suite de ces deux années d'exercice, le groupe d'usagers et la municipalité décident de poursuivre cette initiative jugée positive (30 % des quartiers ont réalisé un agenda local en 2000).

Aujourd'hui le Centre Agenda 21 est une institution indépendante avec son propre bureau. Celui-ci est constitué de cinq ou six membres du groupe d'usagers, de l'élu municipal à l'environnement et à l'aménagement du territoire, d'un représentant du service environnement et d'un représentant du service de l'éducation. Le centre est principalement financé par le groupe d'usagers, sur une ligne budgétaire consacrée à l'information et constituée à partir d'un pourcentage des différentes taxes collectées pour l'eau, le chauffage central et les déchets (domaines gérés par le groupe d'usagers). Le centre reçoit également quelques financements de la municipalité. Si sa tâche première est toujours de mettre à exécution les plans Agendas 21 locaux dans chaque quartier, il s'occupe également de mettre en œuvre des projets de démonstration spécifiques : un jardin communautaire où sont cultivés des légumes biologiques, des panneaux photovoltaïques qui font la promotion de l'énergie solaire comme source d'énergie alternative pour la municipalité, etc. Le centre, qui dispose d'un nombre limité de salariés et de volontaires, a également pour but d'encourager chaque quartier à s'attaquer à ses propres enjeux environnementaux via les associations de résidents.

L'effet de levier du développement durable s'est traduit à plusieurs niveaux :

- au niveau de la municipalité par les résultats positifs des plans d'actions engagés au sein de l'agenda 21 municipal (plans pour la nature et la gestion des ressources, la gestion des déchets, la qualité de l'air et les émissions de CO₂, les certifications environnementales...). Entre 1992 et 2000, le taux de recyclage des déchets est passé de 33 % à 57 % pour l'ensemble de la commune et le compostage des déchets ménagers de 15 % à 50 %. Les émissions de CO₂ ont été réduites de 40 % en dix ans et les émissions de SO₂ de 88 %.

Pour l'eau potable, la consommation dans la commune est passée de 3,1 millions de mètres cubes en 1988 à 1,76 million en 2002, soit une réduction de 43 %.

- au niveau des quartiers, les répercussions de ces résultats localement ont permis non seulement une amélioration visible par tous de la qualité de l'environnement - au sens large - mais également des économies non négligeables pour les budgets des ménages (charges sur l'eau, le chauffage, les espaces communs...).

Une ville novatrice

Les caractéristiques d'Albertslund ne vont pas sans rappeler celles des autres villes nouvelles construites à la même époque en Europe, notamment dans la volonté d'innover dans les domaines de l'architecture et de l'urbanisme. Albertslund étant la première véritable ville nouvelle danoise, elle a largement servi de laboratoire expérimental pour la conception et la construction de nouvelles formes urbaines (disposition et orientations des formes, matériaux, modes de construction...). Toutefois Albertslund possède aussi ses propres spécificités, dont un attachement particulièrement marqué pour l'époque à la qualité environnementale et paysagère, et l'attention forte portée à la question de la desserte par les transports en commun.

L'intégration de préoccupations environnementales dans la conception puis la gestion de la ville nouvelle s'explique par plusieurs facteurs. La nature de la population qui s'installe à Albertslund et son implication sur les questions environnementales municipales dans la durée, la réceptivité de la municipalité, mais également la « démocratie des locataires ».

La concrétisation de l'agenda 21 local d'Albertslund, et sa déclinaison à l'échelle des différents quartiers ont favorisé une meilleure convivialité dans les quartiers et dans la ville.

Les populations migrantes non danoises sont très présentes dans la population d'Albertslund (de 4 à 30 % selon les quartiers en 2002) mais leur taux de rotations a diminué : aujourd'hui il est en moyenne de 10 % pour l'ensemble de la ville. Les listes d'attente des associations de logement de VA et AB sont surchargées de demandes habitant à l'extérieur (environ 30 ans d'attente !). Les personnes prioritaires sur ces listes, en dehors de critères sociaux, sont celles ayant déjà un travail à Albertslund... afin de réduire l'utilisation de la voiture à une plus large échelle. Encore une fois novatrice, la ville d'Albertslund a dû pour cela engager une procédure particulière avec le ministère du logement afin de pouvoir intégrer cette dimension « écologique » dans les critères de sa liste d'attente.

Laure Héland

Références bibliographiques

Héland L., (2001), « Analyse du contexte européen du processus Agendas 21 locaux et comparaison avec la démarche française », étude réalisée pour l'ADEME, association 4D, pp. 55-79.

Héland L. (2004), « Dix ans d'agenda 21 à Albertslund : une histoire durable ? », *Écologie et politique*, n° 29, pp. 69-81.

Holm J., Kamara M., (2001), « The participatory and consensus-seeking approach of the Danish LA2 1 », in William Lafferty (dir.), *Sustainable Communities in Europe*, Earthscan, Londres, pp. 58-77.

Lind Olaf, Lund Annemarie, (2001), *Copenhagen Architecture Guide*, The Danish Architectural Press, Arkitektens Forlag, Copenhagen.

Merlin P., (1967), « Villes nouvelles en Grande-Bretagne », *Cahiers de l'IAURP*, vol. 8.

Merlin P., Guertin P., (1967), « Urbanisme à Copenhague, Stockholm, Helsinki », *Cahiers de l'IAURP*, vol. 9.

Ministry of Environment and Energy, (2000), *Local agenda 21 in Denmark : state of implementation in late 1998*, Spatial planning department, Copenhagen.

Biographie

LAURE HÉLAND, diplômée de l'Institut d'Urbanisme de Paris, termine un doctorat à l'école polytechnique université de Tours, Centre de Recherche Ville-Société-Territoire, sur le thème de *La mise en œuvre du développement durable à l'échelle locale*, sous la direction de Corinne Larrue. Elle a publié en 2004 "Dix ans d'agenda 21 à Albertslund : une histoire durable ?", *Écologie et politique* ; en 2003 avec Bertrand F. et Larrue C. National report on regional sustainable development in France. A national analysis illustrated by two regional studies (Midi-Pyrénées and Nord-Pas-De-Calais), contribution au réseau thématique européen REGIONET, Centre de Recherche Ville-Société-Territoire, Université de Tours, (en ligne : www.iccr-international.org/regionet)
L.Heland@wanadoo.fr